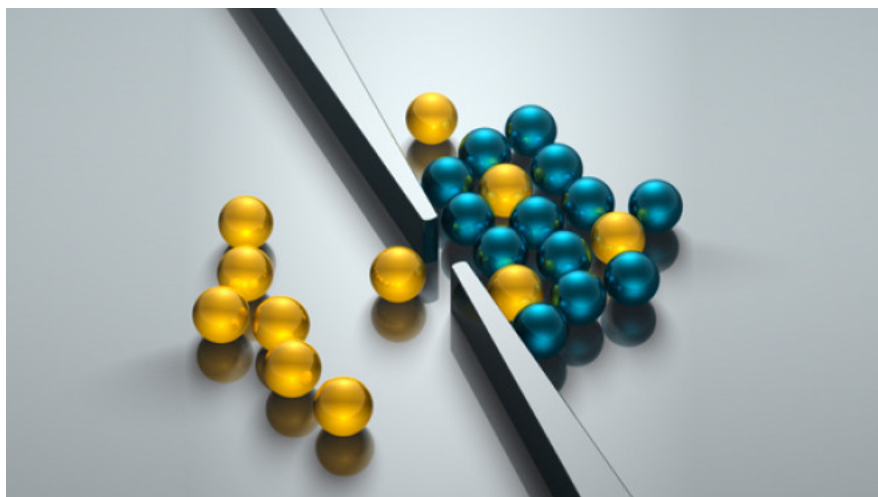




Non à la politique migratoire préjudiciable d'Ecopop

Un non clair et net – telle est la recommandation du Conseil fédéral à l'initiative d'Ecopop. Une forte limitation de l'immigration renforcerait non seulement la pénurie de main-d'œuvre, mais n'est pas non plus compatible avec les accords bilatéraux. De plus, une affectation obligatoire des moyens alloués à l'aide au développement n'est pas appropriée pour résoudre les problèmes de politique migratoire.

Le Conseil fédéral a clairement recommandé aujourd'hui de rejeter l'initiative «Halte à la surpopulation – oui à la préservation durable des ressources naturelles». economiesuisse se félicite de cette décision et défendra elle aussi le «non». L'initiative de l'association Ecopop entend lutter contre la croissance de la population non seulement en Suisse, mais aussi dans le monde entier. D'une part, elle veut limiter la croissance de la population helvétique à 0,2 % par an au maximum. D'autre part, 10 % de l'ensemble des moyens alloués à la coopération au développement doivent pouvoir être consacrés au financement de mesures de planification familiale.

Incompatibilité avec les accords bilatéraux

A l'instar de l'initiative contre l'immigration massive de l'UDC, l'initiative d'Ecopop mettrait la Suisse dans l'impossibilité de respecter l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE. La dénonciation de celui-ci entraînerait l'abrogation automatique des sept accords bilatéraux I et serait une ineptie sur le plan économique. Les auteurs de l'initiative ignorent en outre que la Suisse est tributaire de la main-d'œuvre étrangère dans de nombreux domaines, notamment

l'industrie, mais aussi les professions soignantes, le secteur médical et pharmaceutique, l'agriculture, l'informatique et le tourisme pour n'en citer que quelques-uns. Et le vieillissement croissant de la population rend cette nécessité encore plus criante.

L'affectation obligatoire des moyens alloués à l'aide au développement est elle aussi dénuée de fondement. Pour contrôler les naissances dans les pays cibles, il est bien plus efficace d'investir dans des mesures de formation et d'offrir ainsi des perspectives aux jeunes femmes notamment. L'initiative d'Ecopop ne représente donc pas une réponse valable aux questions de politique migratoire, ni en Suisse ni à l'étranger.